ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

EXTRAIT DE PÉTITION
(Conforme au Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 108 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement a octroyé un bail d'exploitation d'une carrière de granit de vingt-cinq hectares à moins d'un kilomètre du Sentier des Caps de Charlevoix, du lac Saint-Tite et de la municipalité de Saint-Tite-des-Caps;

CONSIDÉRANT QUE ce projet provoquera l'atteinte irréversible d'un patrimoine historique reconnu et la détérioration d'un milieu naturel et d'un écosystème forestier exceptionnels de par la déforestation massive déjà amorcée;

CONSIDÉRANT QUE l'opération de cette carrière mettra en péril le développement économique et récréotouristique de la région, et plus particulièrement la survie d'un organisme reconnu mondialement depuis vingt ans, le Sentier des Caps de Charlevoix;

CONSIDÉRANT QUE ce projet affectera irrémédiablement l'équilibre environnemental du bassin versant du lac Saint-Tite, où les résidents y font des efforts considérables depuis plus de dix ans pour le valoriser et le protéger;

CONSIDÉRANT QUE l'opération de cette carrière affectera la santé publique en raison de la poussière créée, du bruit causé par le dynamitage et de l'atteinte de la qualité de l'air;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des intervenants de la région, c'est-à-dire les municipalités de Saint-Tite-des-Caps et de Petite-Rivière-Saint-François, la MRC Côte-de-Beaupré, le Sentier des Caps de Charlevoix ainsi que l'ensemble de la population, qui n'ont pas été consultés, se sont catégoriquement prononcés contre l'opération d'une telle carrière, qui va assurément à l'encontre de l'intérêt public;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec de révoquer le bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface portant le numéro 1254, accordé pour une carrière de granit dans le territoire non organisé du Sault-au-Cochon.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Caroline Simard
Députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré

21/09/2015
Date de signature de l'extrait